

soit élu; le Parti ne prend pas part à la solution des questions. Tout se fait par en haut. » Ces paroles de Boukharine furent accueillies par des cris de : « Où as-tu copié cela? Chez qui? Chez Trotsky! » Une résolution blâmant Boukharine fut proposée à la Commission. Mais les droitiers refusèrent de l'accepter, en motivant leur désaccord par le fait qu'ils sont déjà « travaillés » dans les rayons.

Lors d'une séance mixte du Bureau Politique et du Presidium de la Commission Centrale de Contrôle, Rykov lut une déclaration longue de trente pages critiquant la situation économique et le régime existant à l'intérieur du Parti. A la Conférence

provinciale du Parti à Moscou, Rykov, Boukharine et Tomsky furent ouvertement désignés comme étant de la tendance de droite. Toutefois, ces interventions ne furent pas publiées en entier. Le Plenum du Comité Central a été remis au 16 avril, la conférence au 23. Il n'a pas été possible d'arriver à une conciliation entre Staline et le groupe de Boukharine (bien qu'on propage avec insistance ce bruit, sans doute pour que les cellules frappent sur l'aile gauche.)

Moscou, le 20 mars 1929.

G. G.

Vers un redressement communiste (1)

Les problèmes de l'Impérialisme et les fautes de l'I. C.

III. — Du plan Dawes au Comité des Experts

La social-démocratie envisage, non sans satisfaction les indices de relèvement du capitalisme, car, pour ces faux marxistes, pour ces renégats de la lutte de classe, le socialisme, doctrine sans vie, n'apparaît que comme une sorte de prolongement mécanique du capitalisme. C'est pourquoi ces traîtres déclarés à la classe ouvrière se sont fait en Europe les meilleurs auxiliaires du relèvement capitaliste; c'est pourquoi socialistes anglais, allemands, français ont défendu et soutenu le plan Dawes, — soi-disant par amour de la paix, — et, finalement, détournant les masses de toute lutte contre lui, ont contribué, pour une part importante à sa réussite (2).

Il est indiscutable que la mise en application du plan Dawes a sauvé la bourgeoisie allemande de la débâcle, en même temps qu'il a réalisé pour un temps plus ou moins long, une trêve entre les grands Etats capitalistes dans la querelle des réparations. Dans une certaine mesure, même, le plan Dawes a facilité l'assainissement financier de l'Europe et le rétablissement du marché européen.

La faute capitale du V^e Congrès de l'I. C. fut d'avoir posé en principe que le capitalisme étant incapable de surmonter la crise d'après guerre,

aucun de ses plans de rétablissement ne pouvait aboutir. Cet automatisme abstrait, cette absence de toute conception dialectique, vivante, de la révolution, en un mot, cette scolastique appelée « léninisme » par les épigones de Lénine, les Zinoviev, Kamenev, Boukharine, Staline et compagnie, a fait verser, depuis cinq années, l'Internationale Communiste dans le « putschisme », ou l'a figée dans l'inaction, écartant, dans et l'autre cas, les masses des partis communistes.

Pour lutter efficacement contre le plan Dawes il aurait fallu commencer par ne pas le présenter comme un instrument de « surexploitation » immédiat du prolétariat allemand, ce qui pouvait présenter une certaine vraisemblance théorique si l'on ne considérait pas l'état exact de misère des masses allemandes, descendues en 1923-24 au-dessous de leur niveau de vie d'avant-guerre et qui ne pouvaient concevoir qu'un plan de redressement de l'économie nationale allemande pût les asservir davantage et augmenter leur misère. C'est ce que reconnaît aujourd'hui Varga, qui fait son « mea culpa » en ces termes :

« En ce qui concerne l'importance de classe des charges des réparations, il n'y a pas de doute que ces charges sont supportées avant tout par le prolétariat. Cependant elles se sont révélées jusqu'ici comme supportables également pour la classe ouvrière. C'est précisément à cause de cela qu'une tension particulière de la lutte de classe, du fait des charges des réparations (comme on s'y attendait surtout dans nos milieux) n'est pas survenue; après les privations effroyables de la période de guerre et d'inflation, le fait que le prolétariat allemand a conquis à nouveau son niveau de vie d'avant-guerre, représenta pour lui une amélioration très importante dont l'effet fut d'adoucir les rapports de classe. » — VARGA. « Rapport sur la Situation Economique Mondiale au 3^e trimestre 1928 ». — Correspondance Internationale du 21 Décembre 1928.

Entre les dirigeants qui attendaient du plan Dawes une aggravation immédiate des rapports de classes, donc, en définitive, une poussée révolutionnaire, et les dirigeants « marxistes » de la social-démocratie, qui considéraient le plan Dawes comme le seul moyen d'éviter la révolu-

tion, les masses ouvrières allemandes restèrent — une fois de plus — privées de guides clairvoyants, et abandonnées à elles-mêmes. C'était un excellent moyen de permettre au capitalisme allemand d'imposer le mécanisme du plan Dawes à la classe ouvrière, d'écartier la menace révolutionnaire, de rétablir le marché intérieur, etc..., bref, de surmonter la terrible crise de 1923.

Dans la circonstance, évidemment, le capitalisme allemand se trouva bénéficier des antagonismes qui divisaient ses vainqueurs : l'Angleterre, opposée à la France dans sa tentative de maintenir sur la Ruhr et de morcellement du Reich; les Etats-Unis opposés à ses « alliés » européens et plus particulièrement à la France, dans la question du règlement des dettes de guerre.

Mais le plan Dawes — s'il lia passagèrement les grands Etats capitalistes, intéressés tous au même titre à tirer de l'Allemagne la plus grande partie du tribut de guerre de 132 milliards, qu'ils lui avaient imposé en 1921 — ne réglait nullement la question des dettes interalliées. Or, les Etats-Unis, s'ils ne touchent qu'une somme infime de l'Allemagne au titre des réparations, se trouvent, par contre, avoir sur leurs anciens alliés, Angleterre, France, Italie, une créance qui équivaut à peu près à la totalité de la créance que les alliés peuvent espérer récupérer sur l'Allemagne.

L'Angleterre et l'Italie ont négocié des accords particuliers pour le règlement par annuités de cette dette; la France s'y est refusée. Un accord qui transférerait aux Etats-Unis la créance des alliés sur l'Allemagne résoudrait, une fois pour toutes, la question des dettes de guerre interalliées. La France serait favorable à un tel accord qui ménagerait la « susceptibilité nationale » des amis de Poincaré, et lui éviterait les premiers gros versements. L'Angleterre qui, dès le lendemain de la guerre, avait consolidé sa dette vis-à-vis des Etats-Unis pour conserver son entière indépendance dans la lutte économique contre son rival, et qui, il y a encore une année, refusait tout accord d'une telle sorte, se trouve actuellement dans une situation économique telle qu'elle accepterait volontiers d'être déchargée des lourdes annuités qui pèsent sur son budget, par suite de ses versements aux Etats-Unis, et des menaces qu'encourt sa devise. L'Allemagne y gagne de recouvrer son indépendance vis-à-vis de la France et de l'Angleterre et de ne plus avoir qu'un créancier, les Etats-Unis, dont elle tend à devenir de plus en plus le vassal, une grande partie de son industrie lui étant, par suite d'emprunts, inféodée. Quant à la Belgique et à l'Italie, elles évoluent, l'une sous la tutelle française, la seconde sous la tutelle américaine. C'est, somme toute, la liquidation des dettes de guerre que débattent depuis bientôt six semaines, les experts réunis à Paris, sous la présidence de M. Owen Young. Et cet événement capital, le plus important peut être qui se soit produit dans le problème des relations impérialistes d'après guerre, échappe presque totalement à l'attention de l'Internationale Communiste et de ses Partis nationaux, empêtrés dans leur période « tertiaire » et dans la scolastique boukharinienne. Voyez les débats navrants du

Congrès National du P. C. F., où aucun de nos navrants fonctionnaires n'a dit un mot du Comité des Experts, pas même, à en croire « L'Humanité », le délégué de l'I. C. ! Il est vrai qu'aucun de nos purs « léninistes » n'oserait se prononcer avant d'avoir reçu des instructions de ses supérieurs, et Staline, qui se moque de tout ce qui n'est pas spécifiquement russe, n'a aucune raison de s'intéresser particulièrement aux négociations capitales pour le prolétariat du monde entier, qui s'ébauchent entre les délégués des impérialismes rivaux. Il est, évidemment, plus important d'injurier Trotsky et l'Opposition qui, eux, ont le tort immense d'essayer de raisonner suivant les méthodes d'analyse de Marx et de Lénine, et de comprendre quelles sont les nouvelles tâches qui incombent aux communistes dans l'état actuel du monde capitaliste.

Car il est bien évident que les relations entre Etats capitalistes vont se trouver profondément modifiées du fait du règlement définitif à la fois du problème des réparations et du problème des dettes interalliées. De nouveaux accords économiques en résulteront qui peuvent remettre en question les résultats politiques du traité de Versailles.

Il apparaît bien, en effet, aujourd'hui, à la lueur de la Conférence des Experts, que le plan Dawes n'a été que le prélude indispensable aux négociations actuelles. Les Etats-Unis, en finançant le rétablissement de l'Allemagne, ont acquis par l'Allemagne une base d'opérations européenne, base d'autant plus importante qu'ils s'assurent pour 62 ans — par les versements de l'Allemagne — un capital d'environ 50 milliards de marks-or, qui leur permettra d'étendre le champ de leurs opérations en Europe, sans être obligés d'y exporter des capitaux américains. (Déjà, par exemple, la « Général Motor » s'installe au usine Opel, à Russelsheim, pour fabriquer des automobiles en grande série.) Car le plan Dawes n'a fonctionné que par les Américains. Certes, en apparence, depuis quatre années que l'Allemagne a commencé à payer des annuités aux alliés, conformément aux stipulations du plan Dawes, elle s'est toujours acquittée, entre les mains de l'agent des réparations, des sommes qu'elle devait verser, et, depuis quatre ans, ces sommes ont été régulièrement transférées par M. Gilbert Parker, de telle façon qu'il n'apparaissait nullement nécessaire d'apporter la moindre modification au plan Dawes. Après quatre années, en effet, l'expérience montrait que le problème des transferts ne se posait pas, puisque les paiements de l'Allemagne n'avaient en rien compromis la stabilité du marché.

Mais un examen plus approfondi de la situation exacte de l'Allemagne montre que depuis 1924, la balance commerciale de l'Allemagne est restée passive et que le déficit moyen de l'Allemagne se monte à environ 2.500 millions de marks par an. Or, les annuités prévues par le plan Dawes se montent maintenant à 2.500 millions et de plus l'Allemagne doit servir annuellement 600 millions de marks environ pour le service de sa dette commerciale à l'étranger. Le déficit total du Reich se

(1) Voir « Contre le Courant », N^{os} 23 et 25-26.

(2) Il n'est pas inutile de rappeler ici à nos lecteurs les grandes lignes du plan Dawes : Ratifié le 30 août 1924, le plan Dawes prévoyait d'abord l'octroi d'un moratoire partiel à l'Allemagne et d'un emprunt international de 800 millions de marks-or pour permettre la revalorisation de la monnaie allemande. La première année, l'Allemagne n'avait à payer que la somme de 1 milliard de marks-or représentant le remboursement de livraisons en nature faites par les industriels et les dépenses des armées d'occupation. Le montant des annuités s'accroissait alors progressivement pour se fixer à partir de 1929 à l'annuité-type de 2.500 millions de marks-or. La répartition intérieure de l'annuité est la suivante :
Ressources budgétaires... 1.250 millions de marks
Contribution de l'industrie... 300 —
Recettes des chemins de fer... 660 —
Impôts sur les chemins de fer... 290 —